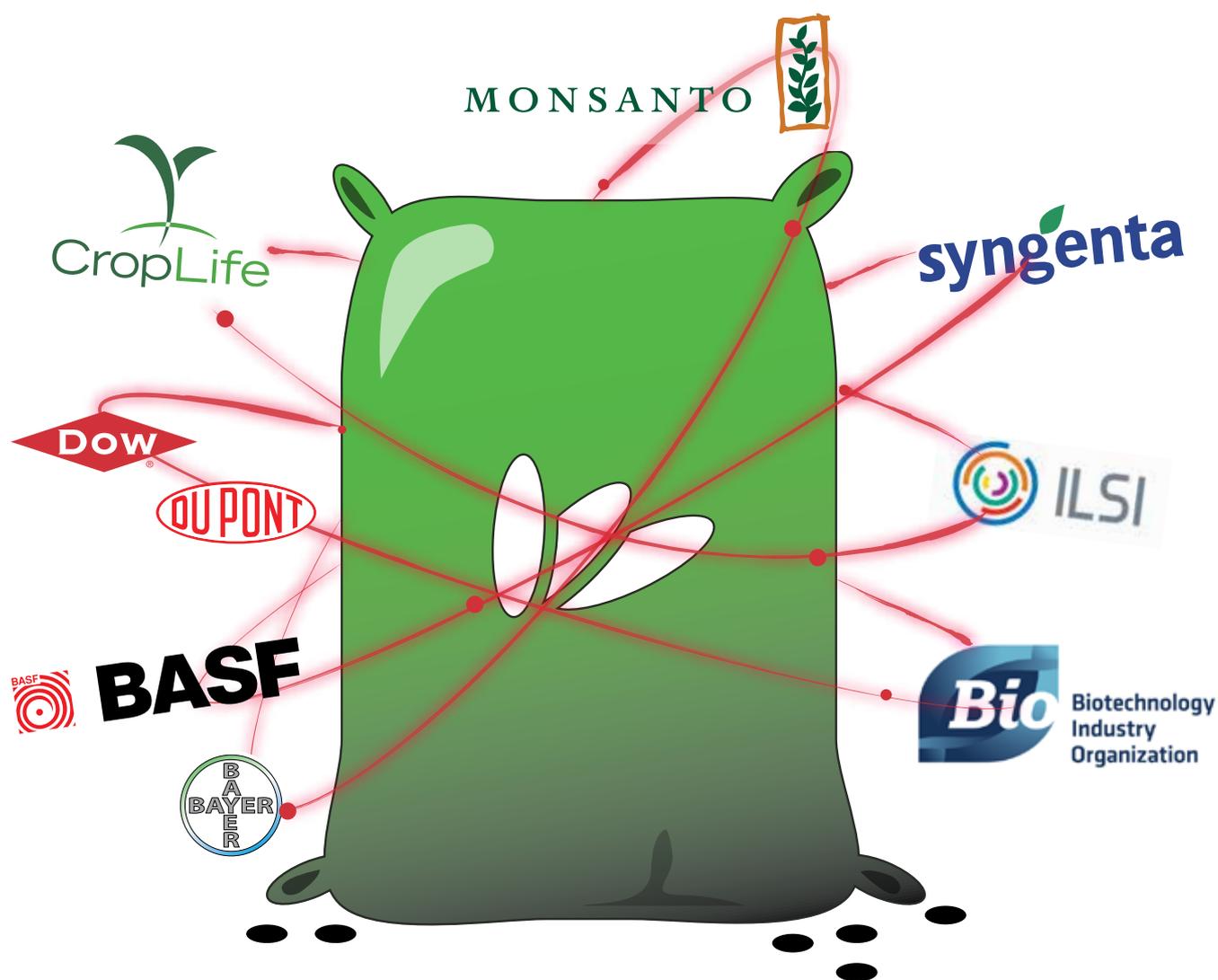


# LE LOBBYING DE MONSANTO : UNE ATTAQUE CONTRE NOTRE PLANÈTE ET LA DÉMOCRATIE



## INTRODUCTION

Les sociétés comme Monsanto disposent de ressources illimitées pour s'offrir de l'influence en politique grâce au lobbying. Elles sont non seulement représentées par de nombreuses associations de lobbying, que ce soit à l'échelle locale ou au niveau mondial, mais elles disposent en plus de toute une armée de lobbyistes à gages, elles rétribuent discrètement des scientifiques pour qu'ils leur servent de porte-parole et elles participent à des projets de greenwashing.

Les institutions de l'Union européenne et le gouvernement des États-Unis sollicitent souvent elles mêmes le lobbying des entreprises, leur offrant ainsi un accès privilégié aux prises de décisions. Cette symbiose contre-nature permet aux sociétés de capturer les prises de décisions, ce qui a pour conséquence de nous conduire tout droit à une démocratie vidée de sa substance, mais également à la catastrophe environnementale et à de graves injustices sociales.

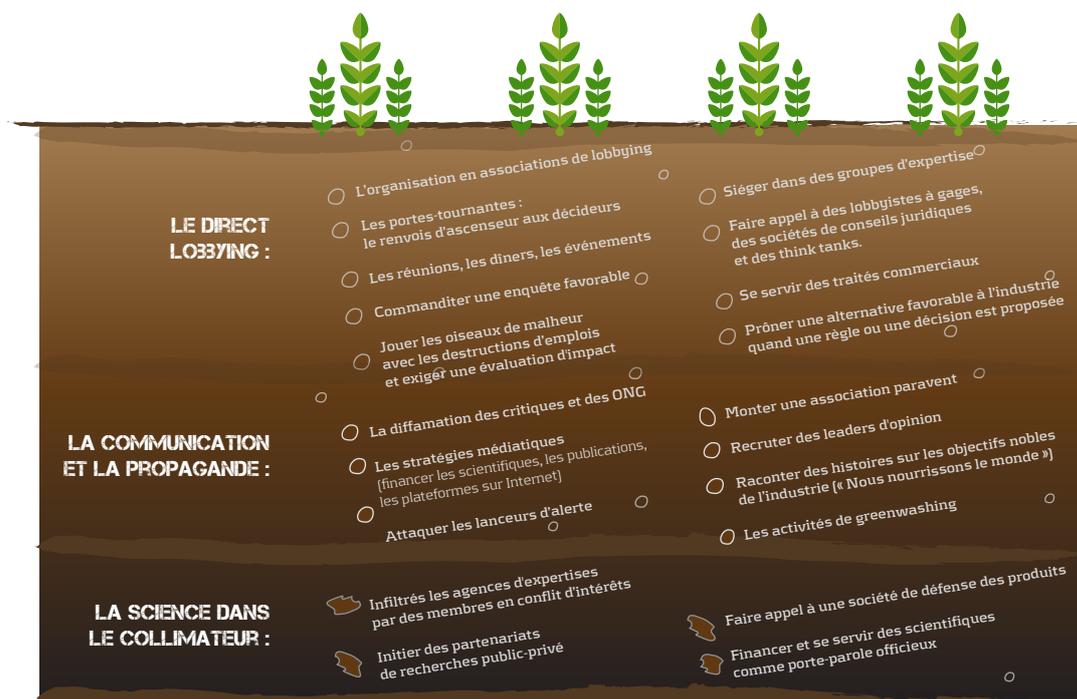
Le lobbying de l'industrie se répartit principalement en trois domaines : celui ciblant directement les décideurs ; les relations publiques et la propagande envers l'opinion; et enfin la contestation de la science. Pour exécuter ces besognes, on retrouve trois types d'acteurs : les commanditaires qui donnent les ordres ; les exécutants qui les appliquent ; et enfin ceux qui se rendent complices de ces entreprises néfastes.

**Ce petit guide, publié à l'occasion du Tribunal Monsanto à la Haye, dévoile certains outils et certaines stratégies clés du lobbying de Monsanto, illustrés par des exemples provenant de du monde entier.**

## SOMMAIRE

<b>Amies ou ennemies ?</b>	
<b>Les associations de lobbying</b>	<b>3</b>
De gros budgets pour s'offrir des voix	5
Qui est qui ?	6
<b>Aux États-Unis : le lobbying par l'intermédiaire du gouvernement - les portes-tournantes</b>	<b>8</b>
<b>Dans l'Union européenne : derrière quels lobbies se cache Monsanto</b>	<b>10</b>
Quelques figures du lobby OGM en France	13
<b>Un cheval de Troie ?</b>	
<b>La promotion des OGM en Afrique et en Asie</b>	<b>14</b>
<b>La contestation de la science</b>	<b>16</b>
Les accords de « libre » échange - l'arme fatale	19
Nations unies, capturer les discussions sur la biodiversité et le climat	21
La fusion Bayer-Monsanto : l'autorisation des monopoles ?	22

## LES STRATÉGIES DES LOBBIES



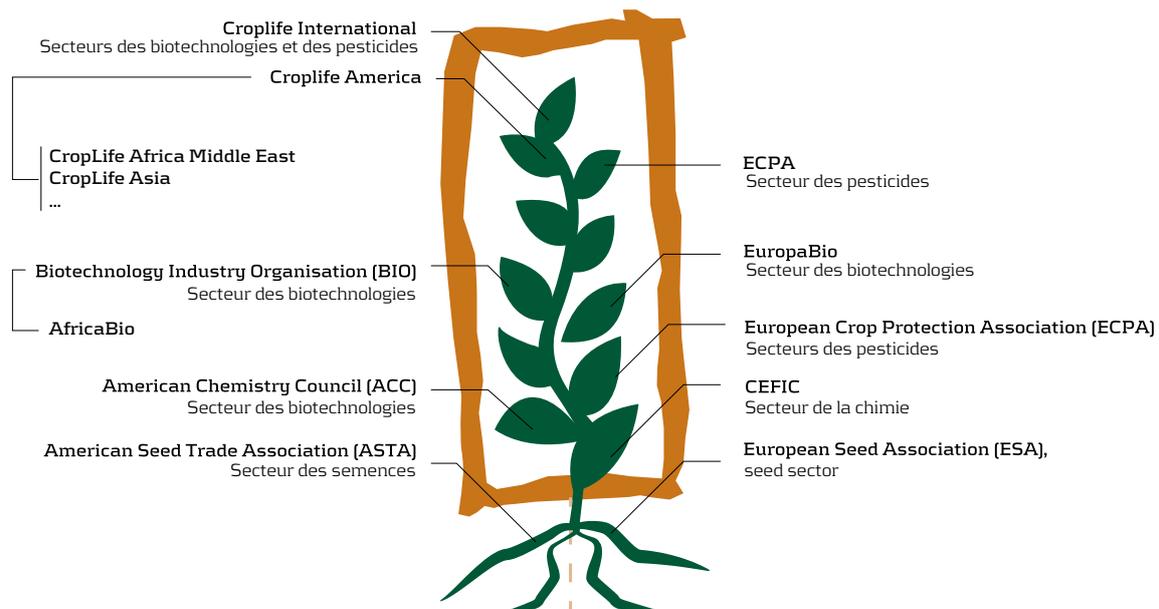
# AMIES OU ENNEMIES ?

## LES ASSOCIATIONS DE LOBBYING

Le lobbying de Monsanto s'exerce essentiellement par le biais d'associations de lobbyings, organisées aux niveaux mondial, régional et local. Là, des sociétés qui œuvrent dans le même secteur coordonnent des entreprises de lobbying conjointes pour leurs intérêts communs. Pour Monsanto, cette coordination se fait principalement entre les groupes de lobbying pour la chimie et les pesticides, les biotechnologies et les semences. Ces groupes coordonnent de nombreuses stratégies de communication et activités de lobbying direct auprès des décideurs.

L'association de lobbying mondiale CropLife International rassemble les entreprises des secteurs des biotechnologies et des pesticides - c'est-à-dire essentiellement les mêmes sociétés. On compte au nombre de ses membres les plus grandes sociétés de l'agro-business (Monsanto, Bayer, BASF, Dow/Dupont, Syngenta, etc.) et les associations régionales de biotechnologies et de pesticides (dont BIO, EuropaBio et AfricaBio, mais aussi l'European Crop Protection Association ECPA, CropLife America, CropLife Africa Middle East et CropLife Asia, etc.).

Au sein de l'Union européenne, les associations de lobbying de Monsanto comprennent le lobby des semences European Seed Association (ESA), le lobby des pesticides European Crop Protection Association (ECPA) et le lobby des biotechnologies EuropaBio. Les membres de ces groupes de lobbying incluent les sociétés mais aussi des lobbies d'envergure nationale, ce qui facilite les pressions à la fois au niveau européen et au niveau national. Les organisations équivalentes aux États-Unis, sont l'American Seed Trade Association (ASTA), CropLife America et la Biotechnology Industry Organisation (BIO).



ÉTATS-UNIS | UNION EUROPÉENNE

### Les macro-lobbies

Les regroupements de lobbying du secteur de la chimie défendent également les intérêts de Monsanto. Il s'agit de l'American Chemistry Council (ACC) aux États-Unis et au sein de l'Union européenne de l'European Chemical Industry Council, anciennement le Conseil Européen des Fédérations de l'Industrie Chimique (CEFIC). Le CEFIC est le plus grand groupe de lobbying de l'Union européenne, employant environ 1 35 personnes, il compte Bayer, BASF et Syngenta au nombre de ses membres (Monsanto n'en fait pas partie).

### Lobbying tout au long de la chaîne alimentaire

Les stratégies de lobbying des différents secteurs de l'industrie de l'agrochimie et de l'agroalimentaire semblent alignées et complémentaires. Ainsi, l'Agri-Food Chain Coalition (AFCC) réunit les industries des pesticides, des fertilisants, des biotechnologies, de l'alimentation humaine et animale qui incitent<sup>1</sup> de concert l'Union européenne à minimiser les régulations et à accélérer l'autorisation des OGM et des pesticides. Le lobby de l'industrie agroalimentaire européen s'appelle FoodDrinkEurope et sa Directrice générale, Mella Frewen, vient de chez Monsanto. Alliance avec les syndicats agricoles Les groupes de lobbying du secteur des pesticides sont souvent subventionnés par des syndicats agricoles appuyant un modèle industriel. En Europe, la fédération des syndicats d'agriculteurs industriels COPA-COGECA, dont est membre la FNSEA française, s'allie régulièrement au lobby des pesticides (ECPA) lorsqu'il s'agit de défendre les OGM et les pesticides. Aux États-Unis, Monsanto est membre de groupes de lobbying tels que l'US Grains Council et soutient les activités de l'American Soybean Association (ASA) qui représentent les intérêts des grands cultivateurs de soja<sup>2</sup>.

### Influencer les traités commerciaux

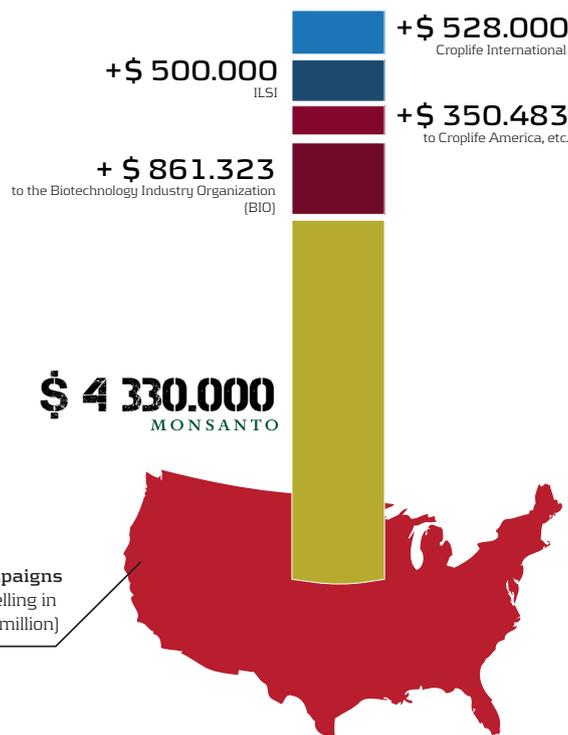
Au niveau mondial, y compris pour les accords commerciaux et ceux portant sur le climat, Monsanto, Bayer et d'autres sociétés du secteur agroalimentaire sont représentées par des plateformes de lobbying qui couvrent tous les principaux secteurs industriels tels que l'International Chamber of Commerce (ICC), l'American Chamber of Commerce (AmCham), BusinessEurope, le Trans-Atlantic Business Council (TABC) et, pour une petite touche de greenwashing, le World Business Council on Sustainable Development (WBCSD).



**+ Monsanto's election campaign donations**  
\$ 662.000, mostly to Republican candidates from corn and soy growing states.

Les sociétés de biotechnologies comme Monsanto rachètent de plus en plus de sociétés de semences locales et sont conséquemment de plus en plus influentes au sein des associations de semences nationales. L'African Seed Trade Association (AFSTA) comprend diverses branches nationales de Monsanto, Syngenta et Bayer, de même que le lobby semencier ASTA d'Amérique du Nord en est membre<sup>3</sup>! En 2015, tout au long des négociations du Protocole d'Arusha sur les semences, l'AFSTA a manœuvré en faveur de nouveaux droits pour la protection de la propriété intellectuelle des sociétés au détriment des droits des agriculteurs à conserver leurs semences<sup>4</sup>. Aux Pays-Bas, Monsanto a racheté des entreprises de semences végétales telles que De Ruiters Seeds and Seminis, qui fournissent des semences aux jardiniers. Monsanto dispose ainsi d'un jeton de présence dans l'association hollandaise des producteurs de semences Plantum et y remet en cause toute opposition aux brevets.<sup>5</sup>

### CHIFFRES DISPONIBLES SUR LES DÉPENSES DE MONSANTO EN LOBBYING (ÉTATS-UNIS)



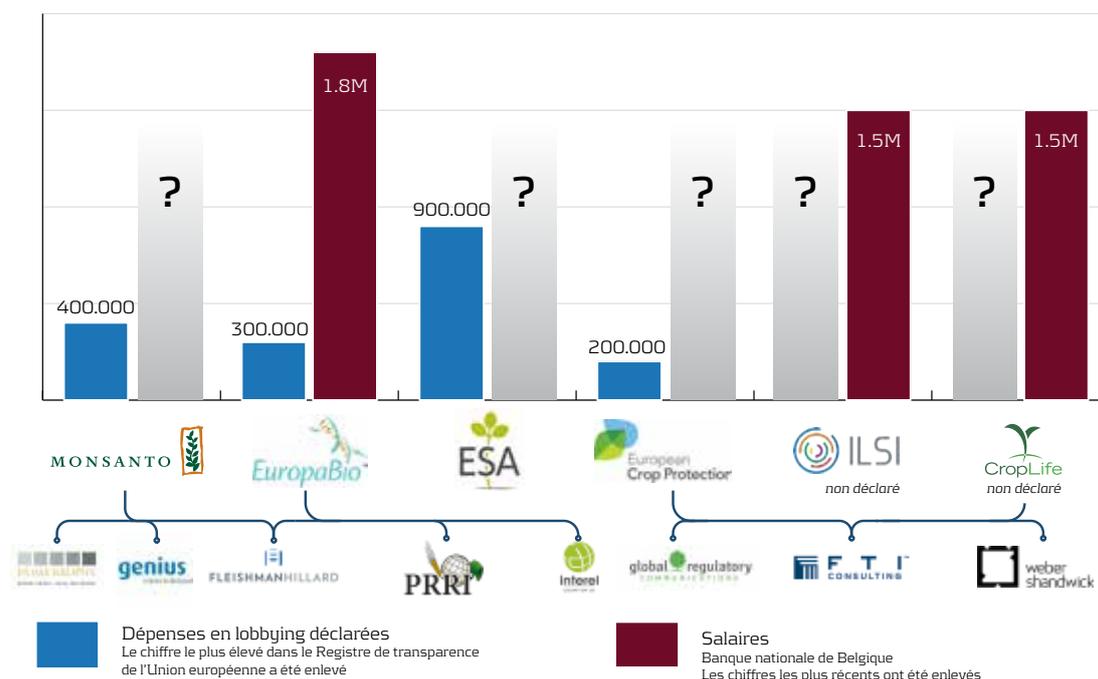
# DE GROS BUDGETS POUR S'OFFRIR DES VOIX

Les chiffres concernant les dépenses en lobbying que l'on peut trouver dans les registres de lobbying de l'Union européenne et des États-Unis sont très limités et ne représentent qu'une fraction des dépenses réelles en lobbying pour influencer les lois. Les chiffres présentés ci-dessous ne tiennent pas compte des coûts pour les enquêtes commissionnées à des « scientifiques indépendants », des campagnes de communication ou les honoraires nombreux avocats d'affaires embauchés pour défendre ses intérêts dans l'arène politique.

Bruxelles est la seconde capitale mondial du lobbying après Washington. L'Union européenne n'exige pas de transparence sur le lobbying de la part des 20 à 30 000 lobbyistes dont on estime qu'ils arpentent chaque jour le Quartier européen de Bruxelles. Pour les lobbyistes, l'inscription au Registre de transparence de l'Union européenne est non obligatoire, il est par ailleurs criblé d'informations imprécises et trompeuses car non vérifiées. Beaucoup ne se déclarent même pas, tels l'International Life Science Institute (ILSI) dont fait partie Monsanto, la Glyphosate Task Force (GTF) dirigée par Monsanto, ni la firme allemande de lobbying Genius, qui fait tourner le site Internet de la GTF. Selon les propres estimations de Monsanto, la société a dépensé environ 400 000€ directement en lobbying à Bruxelles (entre mi-2014 et mi-2015).

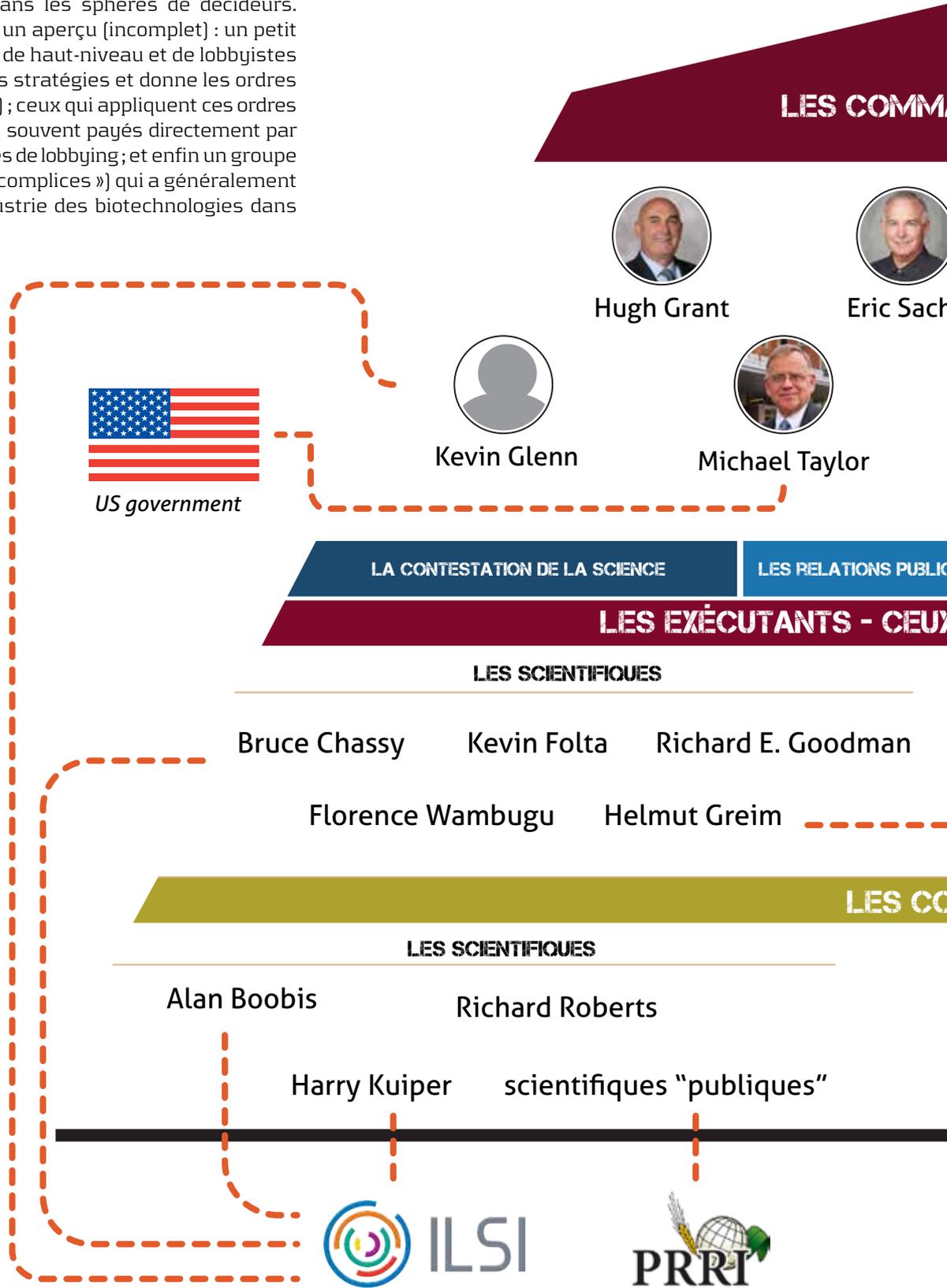
Mais les véritables chiffres sont bien plus élevés<sup>6</sup>. Aux États-Unis, Monsanto a consacré 4,33 millions de dollars de dépenses à son propre lobbying en 2015<sup>7</sup>. En outre, Monsanto divulgue sur son site Internet<sup>8</sup> qu'elle a versé 2 millions de dollars au total aux nombreuses associations de lobbying dont elle fait partie comme la Biotechnology Industry Organization (BIO) et CropLife America. Mais la liste n'est toujours pas complète, puisque l'ILSI en est absente par exemple. Une vue d'ensemble des soutiens financiers d'ILSI de 2012, obtenue par US Right To Know, montre que rien moins que 43% de son budget cette année-là provenait de Monsanto (500 000\$) et de sa plateforme de lobbying CropLife International (528 000\$)<sup>9</sup>. Le compte n'y est pas pour autant : il ne comprend pas les campagnes de Monsanto au niveau étatique (on parle de 8,1 millions de dollars pour s'opposer à l'étiquetage « génétiquement modifié » en Californie<sup>10</sup>) ni des financements de campagnes électorales. Monsanto fait beaucoup de dons de campagnes, principalement aux candidats républicains des états où l'on cultive du maïs et du soja transgéniques<sup>11</sup>.

## AVAILABLE FIGURES ON MONSANTO LOBBYING SPENDING (EU)



# QUI EST QUI ?

Un groupe relativement restreint de noms fait son apparition à maintes reprises dans les campagnes de communication internationales pro-OGM et pro-pesticides, ainsi que dans les sphères de décideurs. Ce graphique en donne un aperçu (incomplet) : un petit groupe de scientifiques de haut-niveau et de lobbyistes de Monsanto décide des stratégies et donne les ordres (les « commanditaires ») ; ceux qui appliquent ces ordres (les « exécutants ») sont souvent payés directement par Monsanto ou ses groupes de lobbying ; et enfin un groupe de collaborateurs (les « complices ») qui a généralement des intérêts dans l'industrie des biotechnologies dans sa globalité.



## ANDITAIRES



Robert Fraley



Richard Garnett



Robert Horsch

## ✂ OUTIL DE LOBBYING : LE GREENWASHING

En 2013, Robert Fraley, vice-président de Monsanto et Marc van Montagu (fondateur de l'Institut flamand de Biotechnologie et président du PRRI) ont remporté le World Food Prize, indûment surnommé le « Prix Nobel de l'Alimentation » par l'industrie. La fondation du même qui attribue le prix a reçu des contributions d'entreprises, dont un don de 5 millions de dollars de la part de Monsanto en 2008.

BILL & MELINDA  
GATES *foundation*

QUES ET LA PROPAGANDE

LE LOBBYING DIRECT

## QUI SUIVENT LES ORDRES

CEUX QUI INFLUENCENT LES POLITIQUES



Jay Byrne

lobby firms

law firms

## OMPLICES

LES PORTES-FLINGUES

Henry Miller

Jon Entine

Mark Lynas

Patrick Moore

ecetoc

# AUX ÉTATS-UNIS : LE LOBBYING PAR LES PORTES-TOURNANTES

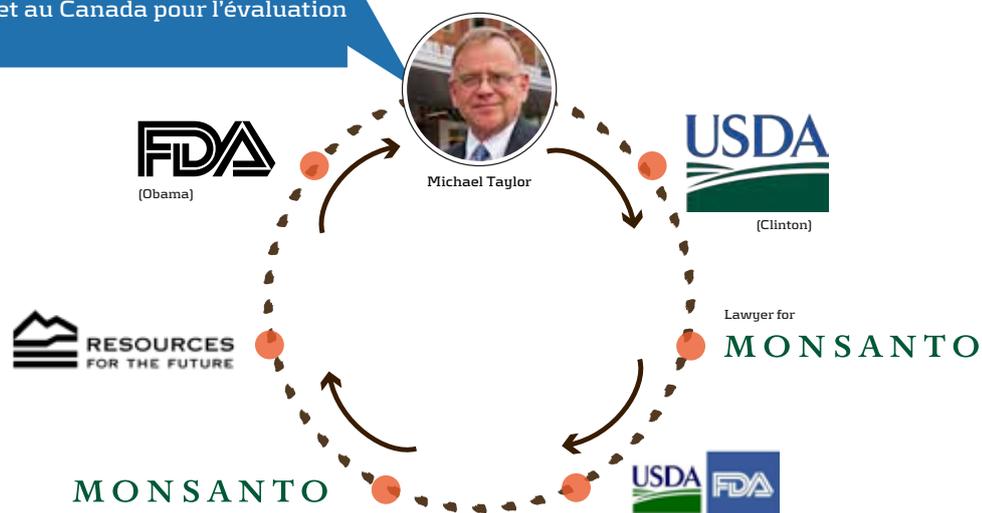
## ✂ OUTIL DE LOBBYING

Le système des « portes-tournantes » ou du « pantouflage » est une stratégie de lobbying classique autant qu'un système de récompense pour des services rendus : une entreprise ou une firme de lobbying recrute un ancien fonctionnaire ou représentant politique de haut rang, connaissant les rouages du système bureaucratique, dont la mission sera de faire du lobbying auprès de ses anciens collègues. Les portes-tournantes fonctionnent également dans l'autre sens, c'est-à-dire quand une personne au sein de l'industrie obtient un poste clé au sein d'une autorité publique.

Les portes tournent dans tous les pays du monde, mais jamais à une fréquence aussi élevée qu'aux États-Unis : selon le Centre for Responsive Politics, plus de la moitié des lobbyistes de CropLife America sur la période 2013-2014 exerçaient auparavant des fonctions gouvernementales. De même, aux États-Unis, 37 des 48 lobbyistes de Monsanto déclarés en 2015-2016 sont passés par l'administration de Washington.

Le cas le plus emblématique est celui de Michael Taylor, qui a bénéficié de portes-tournantes à quatre reprises durant sa carrière<sup>12</sup>. Taylor a tout d'abord intégré la Food and Drug Administration (FDA) avant de devenir avocat pour Monsanto. Taylor est ensuite retourné à la FDA en 1991 puis est passé au Ministère de l'Agriculture des États-Unis (USDA, 1994-96). Dans les deux cas, il s'occupait de la politique américaine en matière de (dé) régulation des aliments génétiquement modifiés. En 1996, Taylor est retourné travailler pour Monsanto en tant que Vice-président des politiques publiques jusqu'à l'an 2000. Mais en 2009, l'administration Obama l'a de nouveau nommé Conseiller supérieur auprès de la FDA.

Taylor est l'un des architectes du principe américain de l'« équivalence en substance », qui établit que les aliments génétiquement modifiés et les aliments non génétiquement modifiés sont équivalents s'ils présentent des qualités génétiques comparables sur des éléments limités (phénotype, composition moléculaire). Il n'est alors plus nécessaire de vérifier s'il y a une différence de toxicité. Il est appliqué aux USA et au Canada pour l'évaluation des OGM.



## ✂ OUTIL DE LOBBYING

### VOUS N'OBTENEZ PAS CE QUE VOUS VOULEZ ? PROPOSEZ POUR UNE ALTERNATIVE FAVORABLE À L'INDUSTRIE !

En 2007, Obama a promis aux citoyens américains de faire étiqueter les aliments génétiquement modifiés au nom du « droit à savoir ce que l'on achète ». Dans de nombreux états, des campagnes citoyennes ont été lancées pour obtenir que les aliments soient étiquetés « génétiquement modifiés » lorsqu'ils contiennent des OGM. Monsanto, tout comme le lobby de l'industrie agroalimentaire Grocery Manufacturers Association (GMA) a alors proposé au niveau fédéral à Washington une loi bidon sur l'étiquetage des OGM - surnommée par les groupes de citoyens la loi DARK (« Denying Americans Right to Know », soit « Refus du droit de savoir aux Américains »). Cette loi permet de dissimuler derrière un code-barre les informations portant sur les ingrédients génétiquement modifiés. Elle interdit également d'établir au niveau des états tout étiquetage stipulant « contient des OGM ». La loi DARK a été promulguée par Obama à l'été 2016.

## ✂ OUTIL DE LOBBYING

### LES DIPLOMATES JOUENT LES LOBBYISTES POUR L'INDUSTRIE

En 2010, Wikileaks révèle l'affaire « cables leak » qui démontre que le Département d'État des États-Unis avait été particulièrement actif pour promouvoir les intérêts de Monsanto à l'étranger. Les câbles fuités apportent des preuves que les ambassades et consulats des États-Unis en Argentine, en Allemagne, en Slovaquie, en Espagne, en Égypte et en Afrique du Sud ont tous favorisé les produits ou bien la position de Monsanto dans ces pays. D'après les câbles fuités, un mémo incluait même un « outil de plaidoyer destiné aux postes diplomatiques » en faveur des biotechnologies. En Indonésie, en 2005, des diplomates continuaient à faire du lobbying pour le compte de Monsanto, après que la société ait pourtant eu à payer une amende de 1,5 million de dollars pour corruption d'un haut fonctionnaire indonésien<sup>13</sup>.



# DANS L'UNION EUROPÉENNE : MONSANTO SE CACHE DERRIÈRE LES ASSOCIATIONS DE LOBBYING

Monsanto a adopté une attitude très discrète au sein de l'Union européenne, se cachant souvent derrière des associations ou des groupes de lobbying avec des noms peu connus du grand public comme l'International Life Sciences Institute (ILSI) pour influencer la réglementation scientifique ou la Glyphosate Task Force pour défendre le pesticide Roundup.

L'Union européenne n'exige pas de transparence sur le lobbying

**30.000**  
lobbyistes

arpentent le Quartier européen à Bruxelles, chaque jour.



## ✂ OUTIL DE LOBBYING

### UNION EUROPÉENNE : LES ASSOCIATIONS DE LOBBYING ET LES CONFLITS D'INTÉRÊT

L'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) joue un rôle déterminant dans l'autorisation de milliers de produits qui vont entrer dans la chaîne alimentaire (les OGM, les pesticides, les additifs alimentaires, les produits contenant des nanotechnologies). Mais son manque de transparence et d'indépendance reste problématique :

- Presque 60 % des experts de l'EFSA ont ou ont eu des liens avec les sociétés de biotechnologies, des pesticides ou de l'agroalimentaire (2013)<sup>14</sup>. Dans le passé, de nombreux experts et membres du comité de direction de l'EFSA entretenaient des liens étroits avec le groupe de lobbying de l'industrie ILSI. L'EFSA ne tolère plus les conflits d'intérêts de ses experts avec l'ILSI après des pressions de la société civile et d'eurodéputés
- Les études d'évaluation des risques sanitaires des produits sont réalisées par l'industrie elle-même. La recherche indépendante est souvent indisponible, écartée ou bien ignorée.
- Pour les pesticides, les détails et les données brutes de ces études restent secrets en raison du « secret des affaires » et de la protection des brevets

Avec des bureaux aux États-Unis, en Asie, en Amérique du Sud et en Europe, l'International Life Sciences Institute (ILSI) est avant tout financé par les sociétés-membres, dont Monsanto, Coca-Cola, McDonald's et bien d'autres. L'ILSI organise des ateliers et des activités qui rassemblent des scientifiques de l'industrie et des experts gouvernementaux. Ces activités servent en réalité à promouvoir des concepts « scientifiques » et des méthodologies favorables au monde des affaires visant à être introduits dans les réglementations alimentaires et sanitaires<sup>25</sup>

## L'IMPACT DE L'ILSI SUR LES RÉGULATIONS EUROPÉENNES EN MATIÈRE D'OGM

Les liens étroits entre l'EFSA et l'ILSI ont eu un impact significatif sur l'évaluation des risques posés par les OGM au sein de l'Union européenne pendant plus d'une décennie. Harry Kuiper, le président néerlandais du groupe d'experts sur les OGM (2003-2012), était dans le même temps membre d'un groupe de travail de l'ILSI sur les standards d'évaluation des risques posés par les OGM, à la tête duquel se trouvait Kevin Glenn<sup>15</sup>, un employé de Monsanto. Ce groupe de travail défendait l'usage d'un concept appelé « l'évaluation comparative » - la version européenne de l'argument américain sur l'équivalence en substance des OGM - tandis que ces experts se prononçaient contre la nécessité de tests basés sur l'alimentation des animaux. Les recommandations de l'ILSI étaient en partie appliquées par le bureau de l'EFSA, comme l'ILSI l'a fait savoir avec fierté à ses membres. Endossant un troisième rôle, H. Kuiper a coordonné un projet de recherches public-privé financé par l'Union européenne portant sur l'évaluation des risques des OGM, ENTRANSFOOD, auquel prenait part Monsanto. Ce projet a encore davantage défendu l'introduction du concept d'« évaluation comparative ». Gijss Kleter, expert à l'EFSA depuis le début des années 2000 et vice-président du panel OGM entre 2012 et 2015, a également travaillé entre 2002 et 2007 sur des documents stratégiques de l'ILSI sur les OGM sous la direction du Dr Bruce Chassy, un scientifique payé par Monsanto. Il travaillait également comme expert pour le gouvernement hollandais au sein de l'OCDE dans le groupe de travail sur les Nouveaux aliments et ingrédients alimentaires (novel food).

Suzy Renckens, qui était présidente du panel OGM à l'EFSA aux côtés de Kuiper, a bénéficié des portes-tournantes et d'un renvoi d'ascenseur en 2008 lorsqu'elle est devenue lobbyiste pour Syngenta<sup>16</sup>, leader européen des OGM

## MAINTENIR LE ROUNDUP SUR LE MARCHÉ

Le centre international de recherche sur le cancer (CIRC) de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a rendu un avis en 2015 stipulant que le glyphosate (l'ingrédient actif dans l'herbicide Roundup de Monsanto) serait un « cancérigène probable » pour les humains. Monsanto s'est insurgée - et a demandé à ce que le rapport du CIRC soit retiré<sup>17</sup>, prétendant que c'était de la « pseudo-science ». Bien au contraire, le CIRC a travaillé avec un groupe de cancérologues indépendants qui s'est basé uniquement sur de la littérature scientifique publiée et reconnue.

La bataille pour conserver le glyphosate sur le marché dans l'Union européenne a été coordonnée par la Glyphosate Task Force (GTF), une coalition de lobbying menée par Monsanto et dirigée depuis les bureaux de la firme de relations publiques Hume Brophy située dans le Quartier européen de Bruxelles. Le lobbyiste de Monsanto Richard Garnett en est le porte-parole. Sur la base d'études non-publiées et présentées par le GTF, donc financées par l'industrie, l'EFSA a conclu que le glyphosate n'était « probablement pas cancérigène ». Dans une lettre ouverte, le CIRC et une centaine de scientifiques ont pressé la commission européenne « de ne pas tenir compte des découvertes imprécises de l'EFSA »<sup>18</sup>.

Dans le même temps, un autre groupe de l'OMS sur les pesticides concluait que les résidus de glyphosate dans l'alimentation étaient « peu susceptibles » de provoquer le cancer chez les humains<sup>19</sup>. Robert Fraley de Monsanto s'en est réjoui sur Twitter<sup>20</sup>. Ce groupe était en réalité présidé par le Vice-président d'ILSI Europe Alan Boobis, qui fut également un expert à l'EFSA avant d'être contraint de démissionner du fait de la découverte de son rôle au sein de l'ILSI. Le second rapporteur était Angelo Moretto, un autre membre de l'ILSI.

## LA GUERRE POUR QUE LES NOUVEAUX OGM NE SOIENT NI TESTÉS, NI ÉTIQUETÉS

Ces dernières années, la Commission européenne a essayé de décider si une batterie de nouvelles techniques d'ingénierie génétique tombait ou non sous le coup de la législation européenne sur les OGM et leur étiquetage obligatoire. Depuis 2011, le lobby de l'industrie pour dissimuler ces « nouveaux OGM » est orchestré par la firme de lobbying néerlandaise Schuttelaar & Partners à travers la plateforme New Breeding Techniques (NBT)<sup>21</sup>. Officiellement, seule Syngenta est membre de ce lobby, mais les entreprises Dow et Bayer ont aussi assisté à des réunions organisées par la plateforme NBT. En juin 2016, Monsanto assistait à une réunion de lobbying avec le Commissaire à la santé de l'Union européenne Andriukaitis à ce sujet, aux côtés de Limagrain, Syngenta, EuropaBio et Dow/Dupont<sup>22</sup>

## ✂ OUTIL DE LOBBYING LES LOBBYISTES À GAGES

Schuttelaar and Partners ne sont pas novices en matière de campagnes discrètes de lobbying pour des clients des biotechnologies. En 1995, la firme a été embauchée<sup>23</sup> par Monsanto pour assurer une introduction en douceur des premières importations européennes d'OGM- le soja Roundup Ready résistant aux herbicides de Monsanto. Schuttelaar & Partners a été montée par Marcel Schuttelaar, un ancien militant environnemental. Sur la fausse promesse que les récoltes de Roundup Ready conduiraient à un moindre usage de pesticides, la firme a contribué à l'expansion des monocultures de soja en Amérique du Sud.

## ✂ OUTIL DE LOBBYING LES ÉVÈNEMENTS D'ASSOCIATIONS PARAVENTS

À Bruxelles, la firme de lobbying Edelman a organisé un événement de « dégustation d'aliments génétiquement modifiés » destiné aux membres du Parlement européen en 2010. C'était censément pour le compte du « Farmers Biotech Network » qui, cependant, apparaissait être une association paravent pour le groupe de lobbying des biotechnologies EuropaBio, qui avait financé l'événement<sup>24</sup>.



# QUELQUES FIGURES DU LOBBY OGM EN FRANCE



## LE PARAVENT DE L'INDUSTRIE BIOTECH

L'Association française pour les biotechnologie végétale (AFBV) est le principal organisme de lobbying scientifique sur les OGM en France, dont le président fut longtemps Marc Fellous, biologiste et généticien, condamné en 2011 pour diffamation contre le Pr Gilles-Eric Séralini. En 2012, l'association récidive en coordonnant la rédaction d'un communiqué assassin signé de six Académies contre l'étude de Séralini à nouveau accusé de « répandre des peurs ».

## LA DIFFAMATION À OUTRANCE

En vitrine, le site Imposteurs.org et ses deux auteurs, ayant pour pseudo Anton Suwalki et Wackes Seppi, se veulent les gardiens de la « Science, contre tous les charlatanismes et toutes les impostures ». La page web est devenue une référence en matière de diatribe contre les « anti-OGM » et « le lobby bio », mais aussi les lanceurs d'alerte et les journalistes. Leurs propos diffamants sont ensuite intégrés aux fiches wikipédia des personnes ciblées pour porter atteinte à leur réputation. Ce blog est lié à l'AFIS dont le fondateur était membre du bureau à l'époque de sa création en 2008. En 2015, Combat Monsanto révélait les noms de ces diffamateurs.

## LA (DÈS)INFORMATION SCIENTIFIQUE

L'Association Française pour une Information Scientifique (AFIS) est éditrice de la revue Sciences et pseudo-sciences et d'un blog de vulgarisation scientifique. Elle compte parmi ses contributeurs et soutiens Marcel Kuntz et Louis Marie Houdebine, figures scientifiques et médiatiques du discours pro-OGM en France. L'association se distingue par la présence active de certains de ses membres sur les réseaux sociaux ou dans des tribunes de journaux en ligne (contrepoints.org). Son « conseil scientifique » comprend des personnalités comme Jean de Kervasdoué, Gérard Bronner ou Jean Bricmont que l'on retrouve parfois sur les plateaux Tv.

## JOURNALISTE OU LOBBYISTE ?

Agriculture & Environnement est un site internet polémiste sur l'agriculture et les questions environnementales, prenant position pour l'industrie des pesticides et des OGM. Le site diffuse également des propos climato-sceptiques. Fondé et rédigé par Gil Rivière-Wekstein, son propriétaire tire la plupart de ses revenus de « la vente de services » à des entreprises agricoles avec la société de conseil Amos Prospective.. Pour le journal le Monde, ce site « est bien connu des chercheurs dont les travaux mettent en cause la sécurité des produits commercialisés par l'industrie agrochimique (OGM, pesticides, etc.). Notamment, des scientifiques travaillant sur les risques des pesticides pour les abeilles y sont systématiquement mis en cause. »

## A LA SANTÉ DE VOS PLANTES !

L'Union des Industries de la Protection des Plantes (UIPP) est le principal lobby des pesticides en France, et compte Monsanto comme membre. De 2002 à 2013, Jean-Charles Bocquet en a été le président et principal lobbyiste avant de devenir Directeur général de l'ECPA (European Crop Protection Association) à Bruxelles.

## LE TIREUR EMBUSQUÉ

En 2012, lors de la publication de l'étude Séralini sur la toxicité du roundup et d'un maïs OGM de Monsanto, le Dr Gérard Pascal, ancien toxicologue à l'INRA et ex-président du conseil scientifique de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) fut le premier à attaquer dans les médias. Se présentant comme expert, M. Pascal est en réalité consultant pour Entropy Conseil, spécialisé dans les questions de « sécurité alimentaire » et « gestion de crise » appartenant à la société de lobbying Protéines. En 2010, Gérard Pascal apparaît comme membre du comité scientifique de l'International life sciences institute (ILSI).

# UN CHEVAL DE TROIE ? PROMOUVOIR LES OGM DANS L'HÉMISPHERE SUD.

Les universités et les gouvernements africains ont été la cible d'un très fort lobbying de la part de l'industrie pour que les produits agricoles génétiquement modifiés soient commercialisés sur le continent. L'objectif est à la fois de conquérir un nouveau marché, en s'appuyant sur une protection des brevets, et de promouvoir des arguments sur les supposées capacités à « nourrir la planète » des OGM.

## ✂ OUTIL DE LOBBYING

### L'AFRIQUE : MONTER DES GROUPES DE LOBBYING PRO-OGM

Monsanto, entre autres, a financé et soutenu plusieurs coalition de lobbying pour promouvoir les OGM en Afrique. Parmi eux, on compte l'International Service for the Acquisition of Agribiotech Applications (ISAAA), l'African Agricultural Technology Foundation (AATF) et l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA). Des liens étroits avec la fondation Gates. La plupart de ces projets et de nombreuses activités en faveur de semences brevetées sont soutenus financièrement par la Fondation Bill et Melinda Gates. Il est important de rappeler que la Fondation Gates a également investi 23 millions de dollars dans des actions de Monsanto en 2010<sup>27</sup>. La Fondation Gates finance, entre autres, le projet de partenariat public-privé kenyan Water Efficient Maize for Africa (WEMA), dans lequel Monsanto est impliquée<sup>28</sup>. Plusieurs anciens employés de Monsanto travaillent pour la fondation Gates, tel Robert Horsch, qui préside le département agriculture de la fondation et a aidé à lancer l'AGRA, ou aussi Lawrence Kent, vice-président du département. Le soutien financier de la Fondation Gates à l'AATF est spécifiquement dédié à accroître « la prise de conscience en vue d'une meilleure compréhension et d'une meilleure appréciation de les biotechnologies agricoles » en Afrique.<sup>29</sup>

Suivez l'argent. Les financiers passés et présents de l'ISAAA, qui produit chaque année un rapport sur l'état d'avancement des cultures d'OGM dans le monde, incluent Bayer, Monsanto, Syngenta et Dupont/

Pioneer, ainsi que le Ministère de l'agriculture USDA et l'agence de développement USAID. Robert Fraley, ex éminence de Monsanto, siégeait au comité directeur au lancement de ce lobby. Florence Wambugu, une scientifique formée par Monsanto, dirigeait l'AfriCenter de l'ISAAA aux côtés de Gerard Barry de Monsanto, et a ensuite monté son propre groupe de lobby pour les biotechnologies appelé Africa Harvest Biotechnology Foundation International, financé par CropLife International, mais aussi par les fondations Gates et Rockefeller, DuPont USA et l'USAID. Rajiv Shah, directeur de l'USAID de 2009 à 2015, était précédemment salarié de la Fondation Gates au département agriculture.

Cadeau empoisonné. Monsanto et d'autres sociétés sont impliquées dans le développement agricole pour les cultivateurs africains, notamment par la distribution gratuite de semences hybrides ou la mise à disposition, sans contrepartie de royalties, de traits génétiquement modifiés et brevetés. Cependant, le PDG de Monsanto Hugh Grant a reconnu (à propos d'un don de semences hybrides au Malawi), « ce sera en partie philanthropique, mais ce sera également en partie la fondation d'une toute nouvelle génération de consommateurs »<sup>30</sup>. En effet, adopter les nouvelles cultures signifiait que les agriculteurs passeraient de la réutilisation et de l'échange de leurs propres semences à l'achat de semences protégées par des brevets.<sup>31</sup>

## ASIE : LE RIZ DORÉ, LA SOLUTION MIRACLE

Le « riz doré » OGM, prétendument enrichi en  $\beta$ -carotène, est au cœur de la communication « humanitaire » de l'industrie biotech qui présente ce riz modifié comme une solution aux carences en vitamine A des communautés et enfants sous-alimentés. Financé par les fondations Gates et Rockefeller, ainsi que l'USAID, le riz génétiquement modifié est développé par Syngenta et l'International Rice Research Institute (IRRI) aux Philippines. Cependant, Monsanto et Bayer ont également fourni gratuitement, « pour une visée humanitaire », des technologies brevetées<sup>32</sup>. Monsanto a également soutenu le projet en versant plus de 13 millions de dollars de bourses aux étudiants travaillant dans les laboratoires de l'IRRI (Monsanto's Beachell-Borlaug International Scholars Program). En plus de ces problèmes liés aux droits de propriété intellectuelle, des incertitudes sur la sécurité sanitaire et les rendements incertains, les critiques font également valoir que le riz doré remplacerait des variétés de riz locales, ce qui pourrait déstabiliser les paysans. Enfin, d'autres solutions plus simples sont disponibles : des suppléments de vitamine A (à court-terme) et l'accès à un régime diversifié (à long terme).

## ✂ OUTIL DE LOBBYING LA DIFFAMATION DES ONG " ANTI-OGM "

Le riz génétiquement modifié est à l'étude depuis plus de 20 ans, pourtant ces chercheurs ont expliqué que le riz n'est toujours pas prêt à être commercialisé. Ils admettent également que l'efficacité du riz doré pour relever les niveaux de vitamine A chez les enfants sous-alimentés reste à démontrer<sup>33 34</sup>. Néanmoins, cette non-commercialisation est imputée aux « anti-OGM », dont l'ONG Greenpeace, qui font l'objet d'une propagande diffamante de la part des industriels les accusant d'être responsables de la malnutrition dans le monde.

## ✂ OUTIL DE LOBBYING LE PORTE-PAROLE OCCULTE, L' "ÉCOLOGISTE REPENTIN"

L'ancien militant environnemental « qui a vu la lumière » et qui accuse les groupes environnementaux d'aggraver la pauvreté et la malnutrition constitue pour les médias une bonne histoire à raconter. Patrick Moore en est la parfaite

illustration. Cet « ancien de Greenpeace »<sup>35</sup>, comme il se présente, fait du lobbying pour des industries polluantes depuis de nombreuses années et aime vilipender les « écologistes irresponsables ». Il est aujourd'hui à la tête de la campagne internationale « Allow Golden Rice Now! » (« Commercialisons Le Riz Doré Sans Attendre ! »). Au Royaume-Uni, Mark Lynas s'est fait connaître lors d'un coup médiatique en se présentant comme un ancien « militant anti-OGM » s'excusant pour ses actions passées, tout en exagérant grossièrement son rôle au sein du mouvement anti-OGM<sup>36</sup>. Pourtant, même Lynas a dû reconnaître que s'en prendre à Greenpeace pour le retard du « riz doré » était « prématuré »<sup>37</sup>. La Fondation Gates a financé en 2014 un poste pour Lynas à l'« Alliance for Science » de l'université Cornell pour contribuer à « dépoliariser le débat sur les OGM »<sup>38</sup> aux côtés de lobbies pro-biotech africains. Nouvel arrivant, Richard Roberts fait son entrée dans le cercle en 2016. Il est lauréat du Prix Nobel de médecine (1993), mais travaille désormais pour une société de biotechnologies. Il a orchestré le dernier épisode en date de la guerre contre les ONG, rassemblant 107 signatures de lauréats du Prix Nobel pour accuser Greenpeace de « crime contre l'humanité » et réclamer que l'ONG cesse de s'opposer au « riz doré » - faisant fi du fait que cette opposition n'est en rien responsable de l'indisponibilité du « riz doré »<sup>39</sup>. Un ancien contractuel des stratégies de communication virale de Monsanto, Jay Byrne, qui dirige l'agence V-Fluence, était impliqué dans l'événement médiatique autour de cette annonce des « Nobels ». Les clients de Byrne incluent Monsanto et l'International Rice Research Institute (IRRI).<sup>40</sup>

## ✂ OUTIL DE LOBBYING LE GREENWASHING - LA TABLE RONDE SUR LE SOJA RESPONSABLE (RTRS)

Montée en 2005, l'ONG internationale WWF s'est associée à Monsanto, Syngenta, Cargill, Unilever, Rabobank et de gros producteurs de soja du Brésil et de l'Argentine pour monter un programme de certification volontaire pour mettre un terme à la déforestation au profit de la production de « soja responsable ». L'échec a été total, à la fois en efficacité et pour ce qui est de l'intérêt du marché pour ce nouveau produit<sup>25</sup>. Le gouvernement des Pays-Bas, qui a gaspillé des millions d'euros en subventions pour ce programme, a reconnu qu'il n'y avait pas de preuve qu'on éviterait la déforestation, ou que les petits exploitants en bénéficieraient. Un scénario idéal pour Monsanto : la participation à un programme de greenwashing qui donne une bonne image mais qui ne nuit en rien aux profits.

# CONTESTER LA SCIENCE

Plusieurs coalitions de promotion d'une science au service de l'industrie ont été mises sur pied pour créer des réglementations favorables aux entreprises telles que l'ILSI et l'ECETOC. En outre, Monsanto a rétribué plusieurs scientifiques pour qu'ils lui servent de porte-parole, ou a soutenu financièrement des organisations telles que l'Initiative pour la recherche publique et la réglementation (PRRI) pour faire de même.

## FAIRE PASSER LA SCIENCE INDUSTRIELLE POUR DE LA " SCIENCE RIGOUREUSE "

Monsanto a été impliquée de par le passé dans l'ECETOC (European Centre for Ecotoxicology and Toxicology of Chemicals), un « think-tank scientifique » financé par l'industrie dont l'objet est d'« améliorer la qualité des évaluations des risques chimiques », c'est à dire « s'en moquer au profit des intérêts de l'industrie ». Par exemple, en 2012, l'ECETOC a embauché la société de consultants techniques Exponent pour contre-attaquer un rapport scientifique sur les perturbateurs endocriniens qui était censé être la base des futures réglementations de l'Union européenne<sup>42</sup>. Ces sociétés de défense des produits comme Exponent et Gradient Corp emploient des scientifiques pour mener des études qui produisent des données allant dans le sens des intérêts du client, ou bien pour critiquer des études qui vont dans le sens contraire. Monsanto a fait appel à Exponent pour contre-attaquer les doutes scientifiques sur la sécurité du glyphosate<sup>43</sup>

## LA TIERCE-PERSONNE LE PRRI : S'AGIT-IL VRAIMENT DE CHERCHEURS DU SECTEUR PUBLIC ?

L'Initiative pour la recherche publique et la réglementation (PRRI) prétend défendre l'intérêt des chercheurs du secteur public en biotechnologies<sup>44</sup>. Part le passé, le PRRI a perçu des financements de Monsanto et de CropLife, ainsi que des subventions gouvernementales et de l'Union européenne. Il a été démontré que la plupart des membres du PRRI entretenaient des liens avec l'industrie. Le PRRI collabore avec EuropaBio, le lobby officiel des biotechs, pour les événements de lobbying à Bruxelles<sup>45</sup>. Dans le passé, le PRRI a fourni des délégations fournies de « scientifiques du secteur public » de l'hémisphère Sud à des événements des Nations unies portant la bonne parole des biotechnologies.

## LA RHÉTORIQUE DE LA " SCIENCE RIGOUREUSE "

Depuis le tabac dans les années 1950 jusqu'au changement climatique de nos jours, il y a désormais une longue histoire de « la fabrication du doute » par l'industrie au sujet de preuves scientifiques démontrant les effets nocifs de leurs produits. L'industrie prétend que leurs études sont de la « science rigoureuse » (« sound science »), tandis que les études inconvenantes sont qualifiées de « pseudo-science » ou « science poubelle » qui ne reposerait pas sur « des données scientifiques solides » ou « fondées sur des preuves ». Avec le TAFTA, l'industrie recycle la notion de « science rigoureuse » pour attaquer le principe de précaution et le système de protection sanitaire de l'Union européenne.

L'industrie a mis sur pied de nombreuses coalitions qui visent à pervertir la science pour son profit.

## ✂ OUTIL DU LOBBYING

### LES " VOIX SCIENTIFIQUES ", ÉCHOS DE LA COM' DE MONSANTO

Ils diffusent la bonne parole scientifique dans la presse, tiennent des blogs de promotion des OGM, participent aux consultations des gouvernements ou des agences, tout en dissimulant leurs liens d'intérêts avec l'industrie.

**Dr Kevin Folta, Université de Floride**  
*Rédacteur pour les blogs Biofortified.org et GMOanswers.com*

L'ONG US Right To Know s'est procurée des emails démontrant comment Folta est devenu le porte-parole officieux de Monsanto avec qui il a passé un contrat en 2013. Dans l'un des emails publiés, Monsanto projette de verser une subvention non-restrictive de 25 000\$ à Folta, écrivant : « Le recours à une tierce-personne est l'approche idéale pour développer l'apologie publique des OGM que nous souhaitons »<sup>46</sup> Folta a promis à Monsanto un « solide retour sur investissement » et commencé sur le champ son travail de porte-parole officieux. Près d'un an après avoir touché l'argent de Monsanto, il persistait à déclarer en public « je n'ai rien à voir avec Monsanto ». Folta a également contribué à maintes reprises au site Internet GMOanswers.com, dirigé par le Council for Biotechnology Information (CBI), un travestissement supplémentaire de l'industrie financé par Monsanto, BASF, Bayer, Dow, DuPont et Syngenta. Dans certains cas précis, l'agence de communication Ketchum a même rédigé le premier jet des réponses de Folta sur ce site Internet.

**Dr Bruce Chassy, Université de l'Illinois**  
*Academics Review, ILSI, AgBioWorld, Forbes Magazine*

Monsanto a financé le Dr Bruce Chassy pour soutenir ses « activités pédagogiques et son travail de proximité sur les biotechnologies » et a fait un don de 1,9 million de dollars sur une période de cinq ans à l'université de Chassy. Il a été en contact direct avec le lobbyiste en chef de Monsanto, Eric Sachs<sup>47</sup> auprès duquel il prenait ses ordres. Il dirige Academics Reviews, un site Internet pro-OGM<sup>48</sup>. Chassy est également le référent sur la question des OGM pour AgBioWorld (voir ci-dessous). Chassy a attaqué l'étude Séralini de 2012 dans un article ordurier publié dans Forbes Magazine<sup>49</sup>. Bruce Chassy faisait également partie du groupe de travail de l'ILSI sur les évaluations de risques des OGM aux côtés de Kevin Glenn de Monsanto, Harry Kuiper et Gijs Kleter de l'EFSA<sup>50</sup>

**Dr Channapatna S Prakash, Tuskegee University**  
*AgBioWorld et AgBioForum*

Le Dr CS Prakash est le responsable d'AgBioWorld, une liste de diffusion influente qui a contribué à discréditer une étude scientifique de 2001 démontrant la contamination d'un maïs mexicain par un OGM (Quist et Chapela, 2001). Comme l'a rapporté le Guardian, AgBioWorld apparaissait être en lien avec Bivings, une firme de relations publiques sous contrat avec Monsanto et dirigée par Jay Byrnes<sup>51</sup>. AgBioForum est financé par l'Illinois-Missouri Biotechnology Alliance (IMBA) qui est soutenue financièrement par le gouvernement américain.

**Dr Henry I. Miller, Hoover Institution**

Henry Miller fut le cocréateur avec Michael Taylor du concept de l'« équivalence en substance » au sein de la FDA où il officia de 1984 à 1994. Il est impliqué dans AgBioWorld. Tout comme Jon Entine, il est éditorialiste à Forbes Magazine où il écrit des articles orduriers et agressifs envers les lanceurs d'alerte et les activistes écologistes. Il a déclaré « L'étude Séralini est une fraude. » [...] « C'est une manifestation militante contre l'industrie financée par le lobby bio ». Miller a été recruté dans les années 90 par l'association paravent de l'industrie du tabac « The Advancement of Sound Science Coalition » (TASSC)<sup>52</sup> monté par Phillip Morris pour combattre la soi-disant « pseudo-science » au tour du lien entre cancer et tabagisme. Ces dernières années, la TASSC et Miller, dont il était porte-parole, étaient en première ligne de l'attaque de l'industrie contre le projet de loi sur l'étiquetage OGM en Californie.

« L'étude Séralini est une fraude. » [...] « C'est une manifestation militante contre l'industrie financée par le lobby bio ».

**Jon Entine, UC Davis World Food Center**  
*Genetic Literacy Project (GLP)*

Jon Entine publie régulièrement dans la presse (Forbes) des critiques envers des scientifiques ou des médias qui soulèvent des interrogations à propos des risques environnementaux posés par les OGM et les pesticides. Le blog Generic Literacy Project a publié une série<sup>53</sup> d'articles sponsorisés par Monsanto (certains signés Kevin Folta) sans divulguer cette information<sup>54</sup>. Entine a fondé ESG MediaMetrics, une firme de communication « sur la durée » dont les clients incluent Monsanto.

**Roger Beachy, Donald Danforth Plant Science Center,**  
*UC Davis World Food Center*

Roger Beachy est président fondateur du Donald Danforth Plant Science Center, un centre de recherche « philanthropique » financé et installé à proximité de la maison mère de Monsanto<sup>55</sup> à Crève-cœur dans le Missouri. Beachy a également bénéficié des portes-tournantes en intégrant l'USDA sous l'administration Obama. Le Danforth Center a plusieurs projets pour développer les cultures génétiquement modifiées en Afrique, entre autres avec l'AATF, et perçoit des financements de la Fondation Gates.

En 2014, Entine et le Genetic Literacy Project se sont alliés à Academics Review pour soutenir financièrement un « camp d'entraînement » pour apprendre aux scientifiques comme « lancer au mieux le débat sur les OGM auprès d'un public sceptique ». Les intervenants incluaient Kevin Folta, Bruce Chassy, Val Giddings de BIO et une personne du Science Media Center du Royaume-Uni.

**Richard E. Goodman, professeur à l'Université du Nebraska**  
*Food and Chemical Toxicology (FCT)*

Goodman a rejoint le comité éditorial de la revue Food and Chemical Toxicology (FCT) après la publication de l'étude Séralini de 2012 sur les effets du maïs génétiquement modifié de Monsanto et du Roundup sur les rats<sup>56</sup>. Des emails qu'US Right To Know<sup>57</sup> s'est procurée ont montré que Goodman percevait des financements de projets de la part (entre autres) de Monsanto et a demandé à la firme de lui fournir des arguments pour critiquer l'étude. L'étude Séralini a finalement été retirée un an plus tard, en novembre 2013.<sup>58</sup>

**Helmut Greim, professeur allemand de toxicologie à la retraite.**

Greim a été payé par Monsanto (par l'intermédiaire de la société Intertek) pour rédiger un compte rendu des découvertes du CIRC. Ce compte rendu, publié en septembre 2016, affirmait que le CIRC avait tort et concluait que le glyphosate « n'était pas carcinogène pour les animaux de laboratoire »<sup>59</sup>. Aux côtés des représentants de BASF, Bayer et Syngenta, Greim siège au comité scientifique de l'ECETOC<sup>60</sup>. Ensemble avec Alan Boobis, il faisait également partie du groupe de scientifiques contestant les critères scientifiques de l'Union européenne pour les perturbateurs endocriniens<sup>62</sup>

### Former les futurs leaders

La Cornell Alliance for Science est un projet de formation et de communication monté en 2014 grâce à une subvention de 5,6 millions de dollars de la part de la Fondation Bill & Melinda Gates au sein de la prestigieuse université de Cornell. Ce programme emploie notamment Mark Lynas<sup>63</sup> ou Kevin Folta parmi les formateurs. La Cornell Alliance for Science compte au nombre de ses partenaires l'ISAAA, soutenue par Monsanto, et l'Open Forum on Agricultural Biotechnology in Africa (OFAB). Elle vise, entre autres, à financer des programmes de formations de « jeunes leaders » issus des pays du Sud pour les sensibiliser aux biotechnologies, à « la communication scientifique » et à « la prise de décision à partir de preuves scientifiques ».

# ACCORDS COMMERCIAUX - L'ARME FATALE

Les accords commerciaux TPP (USA et zone Pacifique), TAFTA (USA et Union européenne) et CETA (Canada et Union européenne) mettent tous en avant le concept de « coopération réglementaire », qui vise à harmoniser autant que possible les règles entre les parties commerciales, pour éviter par exemple qu'une partie adopte une nouvelle mesure de sécurité supérieure, ou interdise un produit. Pour le TPP, un groupe spécial de travail sur les biotechnologies a été mis sur pied pour analyser toute loi, règle ou politique dans ce domaine.



Divers lobbyistes des pesticides et des biotechnologies ont bénéficié de portes-tournantes pour intégrer l'US Trade Representative (USTR), le Bureau américain pour le commerce extérieur. En plus de Michael Froman, directeur de l'USTR qui venait directement de Wall Street, le négociateur en chef en charge des négociations sur les questions agricoles pour l'OMC, le TPP et le TAFTA de 2009 à 2015 était Islam A Siddiqui. Avant cela, Siddiqui était le lobbyiste en chef pour CropLife America, le principal lobby de l'industrie des biotechs et des pesticides, et financé par Monsanto. En tant que négociateur commercial, Siddiqui

prônait une plus forte protection des brevets sur les semences produites par l'industrie. Le TPP contraint tous les signataires à ratifier un accord (UIPOV 91), surnommé dans plusieurs pays d'Amérique du Sud la « Loi Monsanto », puisqu'il déniait les droits séculaires à la libre circulation et à l'échange des semences tout en augmentant davantage les coûts de production pour les agriculteurs. Tout cela risque d'avoir des implications profondément négatives pour la souveraineté alimentaire et la biodiversité agricole de ces pays où la société civile continue de manifester contre ces dispositions. Pour le secteur agricole, Tom Vilsack, Ministre de l'agriculture pèse également de tout son poids pour promouvoir les biotechnologies dans ces accords.



Ancien gouverneur de l'État agricole de l'Iowa, il fut promu « gouverneur de l'année » en 2001 par le lobby des biotech (BIO) pour ses politiques pro-OGM.

À Bruxelles, dans la course aux négociations du TAFTA, le secteur de l'agro-business a fait du lobbying auprès de la Commission européenne plus que tout autre secteur. La DG Trade a également encouragé activement le lobby des pesticides ECPA à s'allier à CropLife America. Une fois unis, ils ont adressé aux négociateurs une liste de recommandations conjointe pour le TAFTA. Les groupes de lobbying ont par exemple exigé une « harmonisation significative » pour les résidus de pesticides dans l'alimentation en s'alignant sur les taux les moins élevés. Les syndicats, les environnementalistes et les associations de consommateurs n'ont pas reçu de tels pass VIP<sup>64</sup> pour faire part de leurs vœux.

Après un tour de négociations du TAFTA en 2014, les lobbies semenciers ESA et ASTA se sont alliés avec le Bureau américain pour le commerce extérieur (USTR) pour mettre sur pied à Washington une réunion avec la délégation européenne afin d'argumenter qu'il « n'y a pas de besoin spécifique » de régulation sur les nouvelles techniques de modification génétique et que l'Union européenne devrait autoriser la contamination des graines conventionnelles avec des semences génétiquement modifiées non autorisées.

Le CETA, l'accord avec le Canada, pour sa part, contient un objectif de « minimisation des impacts commerciaux défavorables liés à la régulation des biotechnologies », visant à faire en sorte que l'Union européenne accélère l'approbation des autorisations de commercialisation d'OGM sur son territoire et tolère la contamination des cargaisons d'OGM importés par des OGM illégaux ou non-autorisés.

## DAVANTAGE DE SECRETS, S'IL VOUS PLAÎT !

Les sociétés de tous les secteurs prônent avec succès des droits renforcés pour garder secrètes les informations commerciales aux yeux du public : c'est ce qu'on appelle le « secret des affaires »<sup>65</sup>. Ces dispositions mettent en danger le travail des journalistes, des lanceurs d'alerte, des syndicalistes, des chercheurs indépendants et des ONG. De nouvelles propositions de loi très similaires ont été discutées simultanément dans l'Union européenne et aux États-Unis. Les règles encadrant le secret des affaires ont depuis été largement harmonisé de part et d'autre de l'Atlantique, donnant une idée du TAFTA avant la lettre. À Bruxelles, les multinationales ont organisé leur lobby à travers le « Trade Secrets & Innovation Coalition », avec DuPont parmi ses membres et travaillent de concert avec le groupe de lobbying de la chimie CEFIC<sup>66</sup>



# CAPTURER LES DISCUSSIONS SUR LA BIODIVERSITÉ ET LE CLIMAT AUX NATIONS UNIES

Le lobbying de Monsanto au niveau des Nations unies vise particulièrement les accords et protocoles de la Convention sur la diversité biologique (CDB) et les négociations sur le climat, notamment à travers le World Business Council on Sustainable Development (WBCSD). Monsanto est membre du WBCSD qui se décrit lui-même comme « la voix la plus importante et la plus incontestable du monde des affaires pour le développement durable ».<sup>67</sup>



## United Nations Decade on Biodiversity

On peut retracer le lobbying de Monsanto sur le climat jusqu'aux Discussions sur le climat des Nations unies de 1998, où l'entreprise prétendait que les États-Unis pouvaient atteindre ses objectifs de réduction d'émissions de CO<sub>2</sub> de 30% en faisant pousser ses cultures génétiquement modifiées tolérantes au Roundup car celles-ci ne nécessitaient pas de recours au labour des sols, ce qui permet d'éviter la libération de gaz à serre. Lobbyiste de Monsanto, Robert Horsch (passé ensuite à la Fondation Gates) avait revendiqué l'idée de promouvoir des « puits de carbone » agricoles comme moyen de réduction des gaz à effet de serre. Sans surprise, les « puits de carbone » dans le sol sont ensuite devenus un outil de marchandage pour le gouvernement américain, qui voulait que les terres agricoles américaines, du fait de la culture d'OGM, soient reconnues comme étant des réserves de gaz carbonique équivalente à un crédit carbone de 25 millions de tonnes comptabilisées dans le bilan du pays<sup>68</sup>.

Lors de la COP21 à Paris en 2015, le WBCSD a lancé un plan d'action pour une Climate Smart Agriculture (CSA ou Agriculture intelligente face au climat) en partenariat avec le Consultative Group on International Agricultural Research (CGIAR), un centre de recherche international financé par de nombreux pays mais aussi par la Fondation Bill & Melinda Gates et la Fondation Syngenta. Au groupe de travail de la Climate Smart Agriculture siègent Monsanto, PepsiCo et Kellogg's<sup>69</sup>. De façon presque parodique, le hashtag utilisé dans les communications sur Twitter au moment du lancement était #WeMeanIt, soit #NouslePensons, comme si les communicants avaient ressenti le besoin de le préciser.

# LA FUSION BAYER-MONSANTO : L'AUTORISATION DES MONOPOLES ?

La vague de fusions en cours dans le secteur agroalimentaire, notamment celle de Bayer et Monsanto, est une menace directe à la sécurité alimentaire, puisque leur but est de contrôler et breveter les données génétiques d'un maximum des semences.



L'Union européenne prétend avoir une approche farouchement anti-monopole (anti-trust), mais la réalité est toute autre. Des groupes d'affaires influents comme l'European Roundtable of Industrialists (ERT) ont incité les autorités européennes sur la concurrence à autoriser les fusions et davantage de concentration. En effet, la « réglementation européenne sur les fusions » est venue faciliter et promouvoir les fusions, plutôt que de les contrôler ou de les entraver. L'ancienne Commissaire à la concurrence Neelie Kroes a tout dit en 2007 lorsqu'elle a déclaré : « Le tsunami de fusions est un bon signe. Il montre que les [...] sociétés européennes s'adaptent

à la concurrence mondiale. On doit permettre à ces processus [...] de suivre leur cours sans interférence politique excessive. »<sup>71</sup> Lorsqu'elle a quitté ses fonctions officielles auprès de M. Barroso, Mme Kroes est devenue conseillère spéciale pour la banque d'affaire Bank of America Merrill Lynch mais aussi de Uber. En 2016, l'affaire des « Bahamas leaks » laisse apparaître que Mme Kroes était administratrice d'une société offshore basée dans le paradis fiscal des Bahamas entre 2000 et 2009 dont l'existence n'avait pas été déclarée à la Commission durant son mandat.

## NOTES DE FIN

1. [http://www.fooddrinkurope.eu/uploads/press-releases\\_documents/FFT\\_Vision.pdf](http://www.fooddrinkurope.eu/uploads/press-releases_documents/FFT_Vision.pdf)
2. <https://soygrowers.com/asa-thanks-monsanto-for-annual-partnership-day/>
3. <http://afsta.org/memberships/afsta-members/#outside>
4. [http://www.theecologist.org/News/news\\_analysis/2941542/african\\_governments\\_sell\\_out\\_their\\_farmers\\_in\\_secret\\_seeds\\_protection\\_deal.html](http://www.theecologist.org/News/news_analysis/2941542/african_governments_sell_out_their_farmers_in_secret_seeds_protection_deal.html)
5. <https://www.nrc.nl/nieuws/2009/08/15/octrooirecht-op-zaden-brengt-telers-in-de-knel-11768945-a594808>
6. [ec.europa.eu/transparencyregister/public/consultation/searchControllerPager.do?declaration=Monsanto&search=search](http://ec.europa.eu/transparencyregister/public/consultation/searchControllerPager.do?declaration=Monsanto&search=search)
7. <http://www.opensecrets.org/lobby/clientsum.php?id=D000000055&year=2015>
8. <http://www.monsanto.com/whoweare/Pages/political-disclosures.aspx>
9. <https://www.usrtk.org/wp-content/uploads/2016/05/ILSI2012donors.pdf>
10. [http://www.huffingtonpost.com/2012/11/02/prop-37-donors-revealed-f\\_n\\_2065789.html](http://www.huffingtonpost.com/2012/11/02/prop-37-donors-revealed-f_n_2065789.html)
11. <http://www.monsanto.com/whoweare/pages/political-disclosures.aspx>
12. [http://powerbase.info/index.php/Michael\\_Taylor](http://powerbase.info/index.php/Michael_Taylor)
13. <http://www.foodandwaterwatch.org/sites/default/files/Biotech%20Ambassadors%20Report%20May%202013.pdf>
14. <https://corporateeurope.org/efsa/2013/10/unhappy-meal-european-food-safety-authoritys-independence-problem>
15. ILSI report: <http://www.ask-force.org/web/Food/Chassy-ILSI-Report-2004.pdf> Testbiotech report: [https://www.testbiotech.org/sites/default/files/EFSa\\_Playing\\_Field\\_of\\_ILSI.pdf](https://www.testbiotech.org/sites/default/files/EFSa_Playing_Field_of_ILSI.pdf)
16. <https://corporateeurope.org/revolvingdoorwatch/cases/suzy-renckens>
17. <http://mobile.reuters.com/article/idLISL2NOWP0UM20150324?irpc=932>
18. <https://corporateeurope.org/food-and-agriculture/2015/11/efsa-and-member-states-vs-iarc-glyphosate-has-science-won>
19. <https://corporateeurope.org/food-and-agriculture/2016/05/busy-may-professor-boobis>
20. <https://twitter.com/RobbFralely/status/732226118162358272>
21. <https://corporateeurope.org/food-and-agriculture/2016/02/biotech-lobby-push-new-gmos-escape-regulation>
22. <https://lobbyfacts.eu/representative/5a83278603e449fa9475505716ed7794/monsanto#explore-data-tab-content-meetings>
23. [https://corporateeurope.org/sites/default/files/attachments/schuttelaar\\_0.pdf](https://corporateeurope.org/sites/default/files/attachments/schuttelaar_0.pdf)
24. <http://corporateeurope.org/food-and-agriculture/2010/07/gm-food-tasting-farmers-or-europabio>
25. <https://corporateeurope.org/pressreleases/2012/audits-reveal-no-benefits-rtrs-certification>
26. <https://www.theguardian.com/global-development/poverty-matters/2010/sep/29/gates-foundation-gm-monsanto>
27. [http://www.globaljustice.org.uk/sites/default/files/files/resources/gjn\\_gates\\_report\\_june\\_2016\\_web\\_final\\_version\\_2.pdf](http://www.globaljustice.org.uk/sites/default/files/files/resources/gjn_gates_report_june_2016_web_final_version_2.pdf)
28. <http://www.monsanto.com/improvingagriculture/pages/water-efficient-maize-for-africa.aspx> [http://www.globaljustice.org.uk/sites/default/files/files/resources/gjn\\_gates\\_report\\_june\\_2016\\_web\\_final\\_version\\_2.pdf](http://www.globaljustice.org.uk/sites/default/files/files/resources/gjn_gates_report_june_2016_web_final_version_2.pdf)
29. <http://www.gatesfoundation.org/How-We-Work/Quick-Links/Grants-Database/Grants/2012/03/OPP1038060>
30. [http://www.monsanto.com/sitecollectiondocuments/csr\\_reports/monsantopledgereport-2007.pdf](http://www.monsanto.com/sitecollectiondocuments/csr_reports/monsantopledgereport-2007.pdf)
31. <http://acbio.org.za/wp-content/uploads/2016/04/GM-Orphan-Crops-Report.pdf>
32. [http://www.goldenrice.org/Content2-How/how9\\_IP.php](http://www.goldenrice.org/Content2-How/how9_IP.php)
33. <https://source.wustl.edu/2016/06/genetically-modified-golden-rice-falls-short-lifesaving-promises/>
34. <http://iri.org/blogs/item/clarifying-recent-news-about-golden-rice>
35. <http://www.greenpeace.org/international/en/about/history/Patrick-Moore-background-information/>
36. <http://www.spinwatch.org/index.php/issues/science/item/5450-the-repentant-environmentalist-part-1> <http://www.spinwatch.org/index.php/issues/science/item/5490>
37. <http://www.marklynas.org/2016/06/a-plea-to-greenpeace/>
38. <http://www.marklynas.org/about/>
39. [http://supportprecisionagriculture.org/contact\\_rjr.html](http://supportprecisionagriculture.org/contact_rjr.html)
40. <https://www.linkedin.com/in/jaybyrme>
41. <https://corporateeurope.org/efsa/2012/05/new-briefing-international-lifesciences-institute-ilsicorporate-lobbygroup>
42. [https://corporateeurope.org/sites/default/files/toxic\\_lobby\\_edc.pdf](https://corporateeurope.org/sites/default/files/toxic_lobby_edc.pdf)
43. [https://www.researchgate.net/publication/51926044\\_Developmental\\_and\\_Reproductive\\_Outcomes\\_in\\_Humans\\_and\\_Animals\\_After\\_Glyphosate\\_Exposure\\_A\\_Critical\\_Analysis](https://www.researchgate.net/publication/51926044_Developmental_and_Reproductive_Outcomes_in_Humans_and_Animals_After_Glyphosate_Exposure_A_Critical_Analysis)
44. <https://corporateeurope.org/food-and-agriculture/2008/06/prri-are-these-public-researchers>
45. <http://www.biotechweek.org/wp-content/uploads/2016/09/23.9.2016-Programme-Unshackling-Innovation.pdf>
46. <https://www.documentcloud.org/documents/2303691-kevin-folta-uoffloridadocs.html#document/p105/a238328>
47. <https://www.usrtk.org/wp-content/uploads/2016/01/BruceChassy11.pdf>
48. <http://usrtk.org/tag/bruce-chassy/>
49. Henry I. Miller and Bruce Chassy, Scientists Smell A Rat In Fraudulent Genetic Engineering Study, Forbes, September 25, 2012.
50. [http://powerbase.info/index.php/Bruce\\_Chassy](http://powerbase.info/index.php/Bruce_Chassy)
51. <https://www.theguardian.com/politics/2002/may/14/greenpolitics.digitalmedia>
52. <http://www.motherjones.com/politics/2013/10/american-council-science-health-leaked-documents-fundraising>
53. <https://www.geneticliteracyproject.org/tag/gmo-beyond-the-science/>
54. <http://www.bloomberg.com/news/articles/2015-10-02/how-monsanto-mobilized-academics-to-pen-articles-supporting-gmos>
55. [http://powerbase.info/index.php/Roger\\_Beachy](http://powerbase.info/index.php/Roger_Beachy)
56. <https://www.independentsciencenews.org/science-media/the-goodman-affair-monsanto-targets-the-heart-of-science/>
57. [http://www.lemonde.fr/sciences/article/2016/07/11/la-discrete-influence-de-monsanto\\_4967784\\_1650684.html](http://www.lemonde.fr/sciences/article/2016/07/11/la-discrete-influence-de-monsanto_4967784_1650684.html)
58. <http://www.gmwatch.org/news/latest-news/17121-emails-reveal-role-of-monsanto-in-seralini-study-retraction>
59. <http://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/10408444.2016.1214679>
60. <http://www.ecetoc.org/about-ecetoc/scientific-committee/>
61. [https://corporateeurope.org/sites/default/files/attachments/ceo-edc\\_addendum-june-5.pdf](https://corporateeurope.org/sites/default/files/attachments/ceo-edc_addendum-june-5.pdf)
62. <http://gmwatch.org/latest-listing/51-2012/14514>
63. <http://gmwatch.org/index.php/news/archive/2014/15620-cornell-gets-5-6-million-to-depolarize-gmo-debate>
64. <https://corporateeurope.org/international-trade/2014/07/who-lobbies-most-ttip>
65. <https://corporateeurope.org/power-lobbies/2015/03/eu-draft-trade-secrets-directive-threat-free-speech-health-environment-and>
66. <http://ec.europa.eu/transparencyregister/public/consultation/displaylobbyist.do?id=956363012640-91>
67. <http://www.wbcsd.org/about/organization.aspx>
68. <http://www.angrymermaid.org/monsanto.html>
69. <https://ccafs.cgiar.org/fr/blog/scaling-climate-smart-agriculture-through-private-sector-engagement>
70. <https://www.rijksoverheid.nl/binaries/rijksoverheid/documenten/rapporten/2014/10/31/iob-review-riding-the-wave-of-sustainable-commodity-sourcing-engels/riding-the-wave-of-sustainable-commodity-sourcing-review-of-the-sustainable-trade-initiative-idh-2008-2013.pdf>
71. Speech by Neelie Kroes, 5 June 2007. <http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=SPEECH/07/364&format=HTML&aged=1&language=EN&guiLanguage=en>

## REJOIGNEZ-NOUS

Si l'on veut véritablement résoudre les problèmes planétaires, notamment la pauvreté, le changement climatique, l'injustice sociale, la faim et la dégradation environnementale, il est essentiel de contrer le pouvoir des entreprises et de révéler le greenwashing. Le lobbying des sociétés a besoin d'être exposé et combattu par autant de monde que possible. Vous vous intéressez à notre recherche et notre travail de terrain ?

Rendez-vous sur [www.corporateeurope.org](http://www.corporateeurope.org) ou contactez-nous à [ceo@corporateeurope.org](mailto:ceo@corporateeurope.org)

Octobre 2016

Publié par:

**Corporate Europe Observatory (CEO)**  
Rue d'Edimbourg 26  
1050 Brussels, Belgium

[ceo@corporateeurope.org](mailto:ceo@corporateeurope.org)  
[www.corporateeurope.org/lobbyfacts.eu](http://www.corporateeurope.org/lobbyfacts.eu)



At the occasion of:  
**The International Monsanto Tribunal,**  
14-16 October 2016, The Hague  
[www.monsanto-tribunal.org](http://www.monsanto-tribunal.org)



Auteurs : Nina Holland (CEO)  
et Benjamin Sourice (Combat Monsanto)  
Édité par : Katharine Ainger  
Visuels : flaticon.com and freepik.com

Merci aux camarades de CEO  
Merci à GMWatch

Merci à ceux qui font vivre ces inestimables sites Internet  
que sont :

**SourceWatch.org**  
Centre des médias et de la démocratie

**Powerbase.info**  
Enquêtes d'intérêt public et veille de la propagande

**OpenSecrets.org**  
Centre pour une politique de riposte

**Lobbyfacts.eu**  
Observatoire européen des sociétés  
et contrôle des lobbies